

## 10 Port-Gentil

## Insalubrité

## Une décharge en gestation au centre-ville

FAE

Port-Gentil/Gabon

S'IL est une partie de la ville de sable qui est relativement épargnée des tas d'immondices, c'est bien le quartier dit "Littoral" au centre-ville. D'ailleurs, on y trouve très peu de bacs à ordures, les riverains maîtrisant la gestion de leurs déchets. Pourtant, une décharge parallèle est en train d'y naître. Il s'agit d'un tas d'ordures qui prend dangereusement la forme d'une grande poule.

Situé au bout de la rue Émile Rashiwa, à proximité de Radio Mandji la station provinciale de Radio Gabon, ce tas d'ordures suscite certaines questions. Des riverains assurent que GPS Mandji, la société de collecte des ordures ménagères qui est



Photo : Sidonie Ambongulia

Vue d'un tas d'ordures en plein centre-ville.

sous contrat avec la mairie, n'y fait plus escale depuis plus de 2 ans. Du coup, les habitants sont souvent obligés de brûler cette montagne d'ordures et leur cri de détresse ne trouve toujours pas de réponse concrète.

A la question de savoir si la société précitée avait déposé une benne à ordures à cet endroit, ils répondent par l'affirmative. Une affirmation rejetée par GPS Mandji, qui in-

dique plutôt que les zones d'installation de ses bennes sont clairement identifiées et consignées dans la convention liant l'entreprise à l'Hôtel de Ville.

Dans la mise en œuvre de cette convention, il est dit qu'après le passage des équipes de GPS Mandji dans les circuits de collecte retenus, une autre équipe composée cette fois-ci des services techniques municipaux, est



Photo : Sidonie Ambongulia

Les ordures ménagères sont à distinguer des autres types de déchets: ici un tas de ferraille.

censée refaire les mêmes circuits afin de vérifier l'efficacité du ramassage. L'existence de la décharge qui est en gestation suggère que l'équipe de la municipalité n'a certainement pas fait son travail depuis au moins 2 ans, d'autant qu'après la mise en évidence d'un manquement, l'Hôtel a le devoir de convoquer son partenaire pour dresser un procès-verbal contradictoire qui doit être signé par les

deux parties.

Ce cas de figure est déjà arrivé. Certaines entreprises ont été quelquefois contraintes de payer des pénalités prévues en cas de violations dûment constatées. Or ici tout montre que rien de tel n'a été entrepris par la municipalité. Reconnaît-elle sa responsabilité ou est-ce une façon de fermer les yeux sur un problème qui expose les populations à diverses maladies qui peu-

vent être dues à cette saleté ?

Il importe de souligner que les termes de la convention sus-évoquée sont suffisamment clairs quant à la qualification "d'ordures ménagères" que la société GPS Mandji est censée collecter. Tous les déchets urbains n'ayant pas cette caractéristique sont supposés ne pas concerner l'entreprise, même si par souci de salubrité elle est parfois amenée à collecter d'autres types de déchets autres que les ordures ménagères.

Par ailleurs, il arrive que certaines bennes soient déplacées de leur point de collecte initial par les riverains eux-mêmes voire détruites ou brûlées par ces derniers. Ces cas d'incivisme entraînent souvent des perturbations dans l'activité de ramassage mais elles sont généralement vite jugulées.

## En attendant l'application des conclusions du Dialogue national inclusif et sans tabou

## Le rapport général remis aux habitants d'Etimboue

RAD

Port-Gentil/Gabon

Le vénérable Marcellin Agaya, à la faveur d'une rencontre avec la population et les acteurs politiques locaux, a également échangé sur plusieurs questions économiques.

LE sénateur d'Etimboue, Marcellin Agaya, vient de séjourner dans sa circonscription où il a entretenu la population, les responsables administratifs et les acteurs politiques locaux sur les conclusions du Dialogue politique qui s'est tenu à Angondjé, du 28 mars au 26 mai 2017. Occasion pour lui de remettre à chacun une copie du rapport général des dites assises. Cette opération se poursuivra aussi dans les cantons du département d'Etimboue.

Avant la phase de distribution, le parlementaire a rappelé que "l'initiative du Dialogue politique revient au président de la Répu-



Photo : Julie Nguimbi

Le sénateur Marcellin Agaya et les siens lors de la rencontre...

blique, Ali Bongo Ondimba, dont l'engagement politique est de garantir, non seulement la paix, la cohésion nationale entre les filles et fils du Gabon, mais aussi l'affermissement de l'unité nationale, socle des idéaux du Parti démocratique gabonais dont la devise dialogue-tolérance-paix est l'un des fondements de notre vivre-ensemble".

"Les réformes issues du dialogue sont, avant tout, des propositions faites par des compatriotes ayant à l'esprit l'intérêt supérieur du Gabon" a-t-il indiqué. Non sans affirmer que ces ré-

formes ont été transmises au gouvernement pour être intégrées dans des textes de loi, afin de leur donner un caractère légal et réglementaire. L'ancien membre du gouvernement a précisé que la crise économique actuelle qui, à l'échelle locale, touche plusieurs filles et fils d'Etimboue, a également été évoquée au cours de cette rencontre. Il a fait remarquer que "cette situation est tributaire de l'effet conjugué de la chute du prix du baril de pétrole et de la diminution de la production des gisements en cours. Elle n'est donc pas propre à



Photo : Julie Nguimbi

... avec les populations de sa circonscription.

notre pays".

**DEPLACEMENT.** Puis, le sénateur a parlé du chantier d'aménagement de la route reliant Port-Gentil à Omboue, relevant au passage que les travaux en cours d'exécution permettront, une fois achevés, d'améliorer les conditions de circulation des usagers. Ensuite, il y a eu le problème du budget du Conseil départemental d'Etimboue. Marcellin Agaya a été informé de ce que "l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) prélevé dans cette circonscription et versé à

Port-Gentil et à Gamba ne profite pas au département d'Etimboue qui est pourtant la zone d'exploitation avec des champs pétroliers comme Batanga, Ntchonga, Ralié et Rabi, sans oublier les exploitations en mer". La population estime qu'il est urgent que "cette erreur imputable à la fiscalité soit réparée".

Pour finir, le parlementaire est revenu sur le sempiternel conflit homme-faune qui lui a été posé par la population. En effet, dans sa circonscription, les habitants voient régulièrement leurs plantations ravager

par les éléphants. Tout en les assurant que cette question préoccupe le gouvernement qui procède souvent à des compensations financières à l'endroit des personnes touchées, Marcellin Agaya a présenté à ses interlocuteurs un modèle de cartouches de type calibre 12 faites à base de piment. Ces cartouches servent à chasser les pachydermes.

Notons que les populations de la zone Olendé (canton Lagune Nkomi) et celles de la rive gauche de la lagune Iguéla (canton Ngowe) ont interpellé avec fermeté l'ancien membre du gouvernement au sujet de la création des nouvelles aires protégées marines qui s'étendent sur des anciennes zones de pêche. Au-delà de l'interdiction d'y pratiquer la pêche, la mesure sus-évoquée menace les populations de délocalisation alors que de nombreuses familles y vivent depuis la nuit des temps.

## Vie des association/"La Vision Tchango"/Appui aux micro-projets

## Et maintenant la phase de dépouillement des dossiers !

SYM

Port-Gentil/Gabon

IL y a quelque temps, l'ancien ministre Gabriel Tchango a mis en place un projet suivi par une association portant son nom, "La vision Tchango", pour le financement des activités génératrices de revenus (AGR) à l'initiative

notamment des nationaux. La démarche consiste à accompagner des porteurs de micro-projets susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs potentiels employés.

Vendredi dernier, les membres du mouvement associatif précité se sont retrouvés à leur siège du carrefour Itonda, dans le

3e arrondissement, pour le début de la phase de dépouillement des dossiers de demandes d'assistance financière et/ou matérielle. Ils ont précisé que tous les dossiers soumis à leur examen proviennent des Gabonais, sans aucune distinction d'ethnie, d'appartenance politique. «Si les dossiers sont persuasifs, leurs initiateurs devraient

bénéficier du matériel pour démarrer et un fonds de roulement», ont-ils indiqué. La session de vendredi dernier a donné l'occasion aux membres de l'association "La vision Tchango" de remercier l'ancien ministre et par ailleurs député du 3e arrondissement pour "son initiative qui devrait aider plusieurs compatriotes à se mettre à leur compte per-

sonnel. Mieux, de lutter contre le chômage et la pauvreté".

Gabriel Tchango avait déjà œuvré auparavant en faveur des compatriotes désireux de s'établir à leur compte personnel. Mais la première affaire de genre avait échoué, les bénéficiaires du programme n'ayant pas remboursé les fonds empruntés, entre au-

tres raisons.

A cet effet, le parlementaire a voulu remettre les pendules à l'heure: «L'argent qui sera donné, n'est pas un don de Gabriel Tchango, c'est un prêt sans intérêt. Il est censé permettre, pour certains, (...) de décoller dans les affaires, ou de renforcer leur activité, pour d'autres», a-t-il signifié.